

geux d'imposer quelque fardeau à l'industrie étrangère afin d'encourager l'industrie domestique."

Pour notre part nous ne connaissons point de moyen plus généralement avantageux pour la population canadienne que celui de protéger et d'encourager l'industrie domestique et l'agriculture qui donne de l'emploi à la grande masse du peuple, et sert exclusivement à le faire vivre. Tout homme qui aime sincèrement son pays désirera encourager l'accroissement du montant et de la valeur de ses productions par tous les moyens honnêtes, sachant bien que plus ce montant et cette valeur seront considérables, plus aussi les moyens et le bonheur de ses concitoyens en général seront assurés. Plusieurs personnes peuvent croire qu'il est possible à ceux qui ont des capitaux de devenir riches dans un pays qui est loin d'être dans un état de prospérité général et nous croyons cette proposition en partie correcte.

Smith, dans son ouvrage "*The Wealth of Nations*" en parlant de cette classe de la société qui vit de ses profits, s'exprime ainsi :

"Ce sont les fonds que l'on emploie pour en retirer des profits qui mettent en mouvement la plus grande partie des travaux utiles de chaque société. Les plans et les projets de ceux qui emploient ces fonds régissent et dirigent toutes les opérations les plus importantes des travaux, et le profit est le but que l'on se propose dans tous ces plans et projets ; mais le taux des profits, comme les loyers et les gages, ne s'élève point avec la prospérité, pas plus qu'il ne tombe avec la décadence de la société ; au contraire il est généralement modique dans les pays riches, et élevé dans les pays pauvres, et il est toujours des plus élevés dans les pays qui avancent vers leur ruine. L'intérêt de cette troisième classe n'a pas par conséquent le même rapport avec l'intérêt général de la société que les deux autres. Les marchands et les fabricateurs sont dans cette classe, étant ceux qui emploient ordinairement le plus grand nombre de capitaux, et qui par leurs richesses attirent par devers eux la plus grande partie de l'encouragement public. Engagés comme ils le sont pendant toute leur vie dans ces plans et projets, ils ont souvent plus d'intelligence que la plus grande partie des gens de campagne. Comme leur esprit toutefois se livre ordinairement plutôt à l'intérêt de leur branche particulière de commerce, qu'à celui de la société, leur jugement, même avec les dispositions les plus honnêtes, (ce qui n'est pas toujours le cas,) est tel que l'on peut s'y rapporter beaucoup plus sûrement qu'au premier de ces deux objets que quand au dernier. Leur supériorité sur

les gens de campagne ne consiste point tant à connaître l'intérêt public qu'il ne consiste à mieux connaître leurs propres intérêts. C'est par ces connaissances supérieures de leur propre intérêt qu'ils ont souvent réussi à en imposer à la générosité des gens de campagne, et qu'ils les ont portés à abandonner leurs propres intérêts et celui du public, et cela sur la conviction simple mais honnête que leur intérêt et non celui de l'homme de la campagne était l'intérêt du public. Toutefois l'intérêt de ceux qui commercent dans aucune branche particulière de commerce ou de manufacture diffère toujours sous quelques rapports et est même entièrement opposé à celui du public. Élargir les marchés et limiter la compétition est toujours de l'intérêt des commerçants. Agrandir les marchés peut souvent être conforme aux intérêts du public ; mais limiter la compétition doit toujours y être contraire, et ne peut servir qu'à mettre les commerçants en état d'élever leurs profits au dessus de ce qu'ils peuvent être, afin de prélever à leur propre avantage une taxe absurde sur le reste de leurs concitoyens. La proposition d'aucune loi nouvelle ou règlement de commerce venant de ce quartier ne devrait jamais être accueillie sans de grandes précautions et ne devrait être adoptée qu'après avoir été longuement et soigneusement examinée avec l'attention non seulement la plus scrupuleuse mais encore la plus circonstanciée. De pareilles propositions viennent d'une classe d'hommes dont les intérêts ne sont jamais exactement les mêmes que ceux du public, qui ont généralement intérêt de tromper et même d'opprimer le public, et qui conséquemment l'ont en plus d'une occasion trompé et opprimé."

Nous ne citons point ce passage de Smith dans la vue d'offenser qui que ce soit, mais bien dans le but de démontrer que les intérêts de l'agriculture ne sauraient être prudemment confiés à l'administration exclusive de ces classes qui ne ressentent aucun intérêt direct pour sa prospérité, mais dont plusieurs au contraire s'imaginent ou semblent s'imaginer que leur intérêt est de la déprécier. Il y a une partie de cette citation de Smith qui pourrait être considérée comme contraire à la limitation de la compétition en fait de commerce. Nous savons cela, mais nous n'en donnons pas moins candidement l'article tout entier et nous désirons qu'il ait ce poids que mérite tout article venant d'une pareille autorité. Smith fait allusion à la compétition dans le commerce et, quoiqu'elle puisse s'appliquer aux produits de l'agriculture, nous ne croyons pas qu'elle pourrait s'appliquer, à proprement par-